



Loi Travail, exigeons le retrait de la loi !

Après plus de deux mois de mobilisation des salarié-es, des jeunes, des privé-es d'emploi et des retraité-es, la mobilisation se poursuit et s'amplifie comme l'a montré la journée du 19 mai.

Cette semaine, le développement d'actions, de grèves dans de nombreux secteurs et de blocages pour obtenir le retrait du projet de loi travail et l'obtention de nouveaux droits, montre que la détermination reste intacte. L'opinion publique reste massivement opposée à cette loi Travail et à l'utilisation autoritaire du 49.3 par le gouvernement.

Des secteurs professionnels, comme les raffineries, la RATP et la SNCF vont ou sont déjà engagés dans un mouvement de grève reconductible, d'autres vont entrer dans l'action.

Par le blocage des infrastructures, les routiers ont imposé au gouvernement un recul sur la minoration du taux de paiement de leurs heures supplémentaires.

La mobilisation paie ! C'est pourquoi le SNJ-CGT appelle ce jeudi 26 mai à une journée nationale de grève, manifestations et actions.

Le SNJ-CGT appelle à renforcer l'action par une journée de grève interprofessionnelle avec manifestation nationale à Paris le 14 juin, début des débats au Sénat. Il appelle à multiplier d'ici là, sur tout le territoire, des mobilisations sous toutes les formes.

Le SNJ-CGT appelle à dénoncer le traitement de l'information sur le mouvement social dans les médias. La posture autoritaire du gouvernement qui cherche à caricaturer l'action de la CGT n'est qu'un leurre pour masquer son absence de majorité parlementaire et son rejet par la population. Il appelle à témoigner sur les violences policières inacceptables comme les tirs de flash-ball dans les visages, les lancers de grenades en hauteur et non au sol, les coups de matraque sur les manifestants assis ou la tactique de la coupure des cortèges ou encore l'agression des piquets de grève par la police comme à la raffinerie de Fos.

Le SNJ-CGT dénonce les manœuvres « politiques » dans la presse : licenciement « politique » d'Aude Lancelin et Pascal Riché au *Nouvel Obs* qui s'est traduit par une motion de défiance votée à 80% à l'encontre de Matthieu Croissandeau, directeur de la rédaction. Mais également à *Marianne* où Renaud Dély a remplacé Joseph Macé-Scaron, ces journalistes étant considérés plus « hollando-compatibles ». A France Télévisions, les grandes manœuvres sont lancées pour mettre en place dès le 1^{er} septembre l'ouverture de la chaîne info afin d'offrir une tribune au futur candidat François Hollande face à *BFM* et autres *Canal+* détenues par Drahi et Bolloré. On voit bien là, avec ces exemples, les dommages de la concentration des médias dans les mains des forces de l'argent !

Le SNJ-CGT invite ses adhérents à poursuivre la tenue d'assemblées générales avec les salarié-es pour débattre des modalités d'actions, de la grève et de sa reconduction.

Manifestation parisienne à 14h jeudi 26 mai Bastille-Nation
Rdv journalistes 14h angle rue de Lyon-Rue Biscornet

Montreuil, le 24/05/2016